

Questions orales

[Français]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'OPPOSITION DES CHEFS SYNDICAUX DU QUÉBEC AUX MESURES ANTI-INFLATIONNISTES—LA POSITION DU MINISTRE

M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe): Monsieur le président, je désire poser une question au ministre des Finances.

Devant les propos tenus hier par les chefs des deux syndicats les plus influents au Québec, la CSN et la FTQ, qui sont allés aussi loin que de traiter le ministre de «fiefte menteur», propos que je ne prends pas à mon compte, le ministre peut-il dire à la Chambre s'il maintient son affirmation à l'effet qu'il a officieusement reçu l'appui des chefs syndicaux du Québec relativement à ses mesures anti-inflationnistes, et si oui, veut-il nommer les chefs qui l'ont ainsi assuré de leur appui?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je dois signaler le fait que je n'ai pas parlé avec les deux chefs syndicaux du Québec en particulier. Ce que j'ai dit à Montréal c'est que moi j'ai parlé ainsi que mes collègues avec plusieurs membres des syndicats qui sont en faveur du programme du gouvernement. J'ai aussi signalé le fait que d'autres chefs syndicaux, et j'ai mentionné, par exemple, M. Joe Morris qui a indiqué en privé et en public qu'il était contre. Mais à vrai dire, je n'ai pas mentionné les deux chefs syndicaux à qui l'honorable député a fait référence, et je ne me réfère pas du tout à eux dans mes remarques.

M. Wagner: Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire.

Est-ce qu'il serait prêt à se rendre aux vues exprimées par les chefs syndicaux du Québec et rencontrer ces derniers dans un débat public pour discuter de l'à-propos des mesures anti-inflationnistes?

M. Macdonald (Rosedale): Je ne suis pas nécessairement contre un tel débat, mais il me semble plus progressif d'avoir des rencontres privées. S'il peuvent faire des suggestions qui sont utiles pour contrer l'inflation, je serai prêt à voir les deux messieurs.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES INDIENNES

L'ACCESSIBILITÉ DES TRIBUNAUX POUR LE RÈGLEMENT DES REVENDICATIONS

M. F. Oberle (Prince George-Peace River): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, je voudrais demander au premier ministre si le gouvernement a maintenant l'intention, avec la nomination de M. Digby Hunt au poste de commissaire aux revendications des Indiens, de faire relever le règlement des revendications du secteur politique au lieu de faire en sorte que les autochtones puissent à l'avenir soumettre leurs griefs aux tribunaux canadiens?

L'hon. Jack Cullen (ministre du Revenu national): Monsieur l'Orateur, je ne voudrais ni ne pourrais me substituer au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Pour que le député obtienne une réponse valable, nous la reporterons à demain. Je prends note de la question.

[M. Allmand.]

L'IMMIGRATION

LE MANDAT D'EXPULSION DU GÉNÉRAL QUANG—LES MOTIFS DU RETARD

M. Derek Blackburn (Brant): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. J'aimerais savoir si c'est la politique actuelle du gouvernement d'autoriser des ressortissants étrangers qui ont fait le trafic de la drogue à demeurer au Canada pour de prétendues raisons humanitaires, sous prétexte qu'ils seraient probablement traduits devant les tribunaux s'ils étaient expulsés. Je songe notamment au général Dang Van Quang qui fait l'objet depuis près de quatre mois d'un mandat d'expulsion auquel le ministre n'a pas donné suite.

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Au sujet de l'expulsion du général Quang, monsieur l'Orateur, il a été dûment consigné au compte rendu que des entretiens ont lieu actuellement, notamment avec les États-Unis, quant à la possibilité qu'ils l'acceptent aux termes de leur propre loi sur l'immigration et nous n'avons pas encore essayé de refus officiel à ce sujet.

Je dirai en toute franchise et bonne foi que je préférerais de beaucoup voir cette personne, si indésirable qu'elle soit pour les raisons déjà invoquées, expulsée vers ce pays plutôt que d'avoir à décider s'il faut la renvoyer ou non au Vietnam du Sud. Bien qu'il y ait tout lieu de croire que nous en arriverons là, je préférerais retarder l'échéance même s'il faut quelques mois de plus avant de prendre la décision.

M. Blackburn: Monsieur l'Orateur, si, en dernière analyse, il s'avérait qu'aucun autre pays ne veut accepter Quang, le ministre peut-il nous assurer qu'il exécutera cette ordonnance d'expulsion vers le Vietnam du Sud?

M. Andras: Monsieur l'Orateur, je prendrai cette décision une fois que l'on sera fixé quant à la possibilité d'autres solutions.

* * *

L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER

L'OFFRE D'ACQUISITION DE WESTINGHOUSE PAR GENERAL STEEL WARES—DEMANDE DE PROLONGATION DU DÉLAI

M. Bill Kempling (Halton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le ministre peut-il dire si les pourparlers entre ses collaborateurs et les représentants de Westinghouse, de White Consolidated Industries et de General Steel Wares ont progressé et si la validité de l'offre de General Steel Wares a été prolongée jusqu'au 13 octobre?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, le député sait sans doute qu'un certain nombre de réunions ont eu lieu récemment. Encore ce matin, j'ai dit à mon sous-ministre de conseiller à General Steel Wares, l'acheteur éventuel, de demander une prolongation. J'attends que la période des questions soit terminée pour m'entretenir avec mon sous-ministre. Je n'ai aucune raison de croire que la société ne demandera pas de prolongation. Divers groupes que le ministre du Travail avait invités à Ottawa ont fait des démarches auprès de moi et je leur ai promis de demander la prolongation. Si elle est accordée, alors les pourparlers